

Santé—Loi

gouvernement du NPD a été la première province à mettre en place un régime de soins dentaires pour les enfants. En 1974, aussi, la Saskatchewan, gouvernée par des néo-démocrates, a été la première province à offrir la gratuité des soins aux handicapés.

● (1520)

Nous voyons encore là les provinces dirigées par des gouvernements conservateurs se faire prier pour emboîter le pas tandis que les provinces dirigées par des gouvernements du PSD ou du NPD se mettent à l'avant-garde avec leurs innovations.

On parle beaucoup maintenant de rechercher un consensus national au sujet de l'assurance-maladie. Je suis certes heureuse que les trois partis appuient la loi canadienne sur la santé, mais il est bien évident que, même si tout le monde est plus ou moins d'accord, il y en a qui prennent l'initiative et qui sont prêts à lutter pour le régime d'assurance-maladie, tandis que d'autres se sont convertis sur le tard et reconnaissent un peu à contrecœur les avantages d'un régime complet de soins médicaux. Même si les conservateurs n'étaient pas parmi les premiers à appuyer le régime d'assurance-maladie, ils ne s'y opposent pas. Malheureusement, l'assurance-maladie a suscité certaines réactions négatives, notamment dans le cas de la National Citizens' Coalition.

J'imagine que tous les députés ont reçu de la documentation contenant des affirmations ridicules au sujet de l'assurance-maladie et ont vu les mêmes affirmations dans les journaux. Il s'agit de déclarations des plus trompeuses faites par le groupe qui se nomme la National Citizens' Coalition. Je voudrais en mentionner quelques-unes et expliquer pourquoi ce genre de propagande est tellement stupide. Par exemple, ce groupe pose la question suivante: «Voulez-vous vraiment que ce soit un médecin qui a été obligé d'adopter une mentalité de fonctionnaire qui fasse votre opération à cœur ouvert ou qui vous accouche?» Voici ce qu'on affirme:

Les listes d'attente pour intervention chirurgicale vont s'allonger et, comme des milliers de médecins compétents et hautement spécialisés seront obligés de quitter notre pays, nous aurons moins de médecins à notre service. Et ceux qui resteront finiront par prendre l'habitude de compter les heures et les minutes.

Des Canadiens perdront la vie parce qu'ils n'auront pu obtenir au moment voulu les soins essentiels dont ils auraient eu besoin.

Quand on affirme que l'on fera des fonctionnaires de tous les médecins, je signale à ceux qui s'intéressent à ce genre d'affirmations que c'est absolument faux. Ce n'est pas la rémunération qui détermine la compétence, l'expérience, le dévouement, la capacité et la conscience professionnelle. Car il est possible d'avoir toutes ces qualités tout en étant fonctionnaire. C'est tout à fait possible.

J'ai vécu dans des pays où il existe des médecins fonctionnaires et où la qualité des services reste excellente. Ce qui compte, c'est plutôt la formation, l'expérience et le dévouement, ce qui n'a rien à voir avec la rémunération.

Des affirmations comme celles-là sont le fait d'alarmistes qui peuvent induire les gens en erreur. Je sais que ce qui est à l'étude, ce ne sont pas les véritables problèmes qui se posent dans le domaine de la santé. Je songe par exemple à la question des paraprofessionnels, des sages-femmes, des accouchements à domicile et des cliniques communautaires. Ce sont là les différents moyens d'améliorer nos services de santé.

Ce groupe ne paraît pas disposé à admettre également que, en médecine, l'appât du gain peut représenter un véritable

danger. On affirme que les gens ne voudront pas de fonctionnaires comme chirurgiens, mais, pour ma part, je ne voudrais pas me retrouver sur la table d'opération d'un chirurgien qui ne cherche qu'à gagner de l'argent et qui choisirait l'intervention la plus coûteuse parce qu'elle serait la plus rentable. Par conséquent, des services médicaux fondés sur le profit peuvent présenter certains risques. L'expérience d'autres pays peut nous en convaincre. On pratique beaucoup d'interventions inutiles aux États-Unis, interventions qui sont beaucoup trop motivées par le bénéfice.

Pour terminer, je dirai que nous avons fait beaucoup de chemin pour en arriver au projet de loi dont nous sommes saisies. J'en suis heureuse et je vais sûrement l'appuyer. Je peux assurer à la Chambre que les députés du Nouveau parti démocratique continueront de promouvoir une réforme des services de santé afin que les Canadiens puissent bénéficier des services qu'ils souhaitent.

Le président suppléant (M. Herbert): Nous en sommes maintenant à la période de dix minutes consacrées aux questions et aux commentaires. S'il n'y a ni questions ni commentaires, la parole est au député de Halifax-Ouest (M. Crosby).

M. Howard Crosby (Halifax-Ouest): Monsieur le Président, il n'est guère facile d'aborder le projet de loi C-3, loi canadienne sur la santé, étant donné tout ce qui s'est passé avant la présentation de cette mesure à la Chambre. Permettez-moi tout d'abord de jeter un éclairage particulier sur la nouvelle loi canadienne sur la santé de cette façon. Si un gouvernement doit affronter de nombreuses crises provoquées par le chômage, les taux d'intérêt et toutes ces questions qui influent sur la vie quotidienne des Canadiens et qu'il ne peut les résoudre, il peut être souhaitable de créer de toutes pièces une crise qui touche tous les Canadiens et de prétendre ensuite la régler.

En somme, c'est ce que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M^{me} Bégin) et le gouvernement ont fait avec le projet de loi C-3, loi canadienne sur la santé. Le gouvernement a déclaré que les soins médicaux posent un problème d'un bout à l'autre du Canada, que nous sommes en train de perdre le caractère universel de notre régime de soins médicaux. Toutefois, le gouvernement rassure les Canadiens: il va se porter à leur secours.

J'ai rencontré des médecins, des chirurgiens, des infirmières et d'autres qui travaillent dans les services de santé. Ils ne voyaient pas le problème sous cet angle. Personne ne m'a demandé de me battre à Ottawa pour tenter de préserver l'universalité des soins de santé. Par contre, on m'a dit à de nombreuses reprises d'aller à Ottawa et de m'assurer que le gouvernement du Canada respecte ses engagements dans ce domaine en consacrant les fonds nécessaires pour maintenir et améliorer le régime que nous avons mis en place.

Il n'y a pas un seul professionnel de la santé qui ne voie pas le problème sous l'angle du financement. En d'autres termes, les problèmes qui affligent le régime résultent de l'insuffisance des fonds. C'est aussi simple que cela.

Mais que s'est-il passé? Le gouvernement voudrait fermer les yeux sur les faits et traiter plutôt de la perception que l'on en a. Il veut nous convaincre qu'il y a un problème, après s'en être convaincu lui-même. C'est notamment le cas du ministre de la Santé et du Bien-être social qui ne cesse d'envoyer par la poste des petites brochures insidieuses à des Canadiens qui sont sans défense devant cette propagande. Dans ces opuscules